

Peter Dale SCOTT

La Route vers le Nouveau Désordre Mondial

-

50 ans d'ambitions secrètes
des États-Unis

Traduit de l'américain
par Maxime Chaix & Anthony Spaggiari

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

AVANT-PROPOS

L'Amérique, comme nous l'avons connue et aimée, peut-elle être sauvée ?

Le 17 mars 2003, le Président George W. Bush lança un ultimatum à Saddam Hussein ; il devint alors certain qu'il déclarerait bientôt une guerre préventive contre l'Irak. Ce fut un choc – un choc qui m'a poussé à admettre, contre ma volonté, combien les États-Unis avaient changé depuis que j'avais émigré du Canada en 1961. De graves problèmes sociaux accablaient la population dans les années 1960. Néanmoins, les rêves de justice et d'égalité restaient vivaces. Aujourd'hui, beaucoup de ces rêves sont en cours d'abandon, tout du moins par l'État.

Lorsque les rêves sont délaissés, l'avenir de toute la nation en est altéré. Les États-Unis de 1961 n'ont pas disparu, mais ils ont changé de direction. Ce pays s'est écarté de son chemin pour devenir une post-Amérique bien différente, dans laquelle les libertés et les droits traditionnels aussi bien que la transparence ont été fortement érodés. En écrivant cela, je ne fais pas simplement référence aux crimes en col blanc d'Enron et d'autres sociétés qui ont contribué à financer le fossé existant entre nos partis politiques et la quête de justice sociale. Je ne pense pas uniquement à la négation des traités internationaux, par l'administration Bush, concernant la limitation des armements ou encore la torture, ni à son comportement diplomatique grossier et à son attitude provocatrice envers la Charte des Nations Unies. Je ne rappelle pas seulement les violations des procédures électorales en Floride, ni les abus juridiques qui les ont validées. Je ne parle pas non plus simplement de la redéfinition de notre mode de gouvernement et de nos droits civiques au nom de la « sécurité intérieure ». ¹ Je parle des changements plus profonds qui se produisirent sous la surface de cette corruption, de cette incompétence, de cette malveillance, et de cette hystérie.

Les empires s'avèrent toujours être des « mauvaises nouvelles » pour leur pays d'origine, comme l'économiste J.A. Hobson l'a fait remarquer il y a un siècle. ² L'Espagne, l'une des nations les plus progressistes d'Europe au début du XVI^e siècle, a perdu son économie florissante ainsi que sa classe moyenne sous un déluge de métaux précieux en provenance du Mexique

et des Andes.* D'une manière plus complexe, un afflux de richesse venant de l'étranger a converti la Grande-Bretagne – un pays industriel – en un pays financiarisé, bien avant que sa structure sociale soit affaiblie plus encore par deux guerres mondiales désastreuses. Cette transformation est en train de se produire également aux États-Unis.

En 1961, lorsque je suis venu, pour un an, enseigner à l'Université de Californie, il n'y avait pas de frais d'inscription, et pratiquement tous les bacheliers avaient les moyens de s'offrir un cursus universitaire. Je me souviens d'un étudiant qui, après 7 années passées dans les mines de charbon, utilisait ses économies pour faire des études de Droit. En 1970, 31 % du budget de l'État de Californie étaient consacrés à l'éducation supérieure, et 4 % au système pénitentiaire. En revanche, en 2005, les parts de ces dépenses étaient respectivement de 12 % et de 20 %. En d'autres termes, les priorités de cet État se sont déplacées des universités vers les prisons. Considérons le logement. En 1961, deux ans de mon salaire de chargé de cours débutant m'auraient suffi pour acheter une maison à Berkeley. Aujourd'hui, 20 années de salaire seraient nécessaires pour acquérir la même maison. Comme je l'ai écrit dans mon long poème, *Minding the Darkness*, on ne peut s'attendre à rien d'autre lorsque les capitaux étrangers, majoritairement constitués d'argent sale ou d'évasion fiscale, pénètrent aux États-Unis à hauteur d'environ 100 milliards de dollars par an.

Des changements similaires ont eu lieu dans de nombreux autres pays, y compris mon Canada natal. Jusqu'à récemment, j'aurais accepté ces changements comme inéluctables, où que ce soit. Néanmoins, entre 2002 et 2005, j'ai passé trois périodes de six mois en Thaïlande où ma femme, Ronna, avait un poste temporaire d'enseignant. J'ai été plus influencé par cette expérience que je m'y attendais. De graves problèmes, très différents des nôtres, se posent en Thaïlande, où un coup d'État militaire sans violences** (bien accueilli par la plupart des Thaïlandais vivant en zones urbaines) a eu lieu en 2006. Avant cet événement, l'armée et la police thaïlandaises ont mené une impitoyable campagne contre les trafiquants de drogue, durant laquelle plus de 1 000 personnes furent assassinées.

* Note de l'Éditeur : À ce sujet, lire *La Conquête des Amériques vue par les Indiens du Nouveau Monde* de l'historien péruvien Hernan Horna, (Demi-Lune, 2009).

** NdE: L'auteur fait référence à l'éviction du Premier ministre Thaksin Shinawatra, et non aux événements du premier semestre 2010 au cours desquels les « chemises rouges », partisans du milliardaire en exil, manifestèrent pour son retour.

Toutefois, depuis la Thaïlande, en dirigeant notre regard vers les États-Unis, par amour de ce pays, nous pouvions voir qu'il souffre d'une maladie d'ordre culturel que nous préfererions ne pas admettre. Ce dont je parle va bien au-delà des politiques de l'administration actuelle à Washington. Ces politiques se développent à partir de ce que je perçois à présent comme un mode de vie déséquilibré, une opulence involontaire qui oppresse même ceux qui sont supposés en bénéficier, de par les contraintes imposées. (Pour la plupart des États-Uniens,* cette opulence est soit hors de leur portée, soit en train de disparaître à mesure que l'économie nationale prend l'eau. Quel que soit le cas de figure, l'opulence les affecte tous).

Ce que j'ai découvert en Thaïlande avec Ronna est un bonheur provenant d'une plus grande simplicité, comparable à ce que nous avons connu aux États-Unis lorsque nous étions plus jeunes. Dans la petite ville provinciale de Phayao, au nord de la Thaïlande, nous nous contentions de deux valises et d'une seule chambre sans cuisine. Nous n'avions pas de voiture. Nous marchions chaque soir pour aller dîner dans un modeste restaurant près de l'autoroute, qui avait un toit mais pas de murs. Si les prix y étaient fantastiquement bas pour nous, ils étaient également peu élevés pour les Thaïlandais. Le restaurant, ouvert depuis peu, était fréquenté par une clientèle très variée – étudiants et familles aisées s'y côtoyaient. Chaque soir, nous dînions à la même table avec des Thaïlandais, et certains d'entre eux sont devenus d'excellents amis.

Les États-Unis présentent un triste contraste vis-à-vis de ce mode de vie plus simple. Ici, mon placard est rempli de vêtements que je porte rarement, et la cuisine est pleine de gadgets que nous utilisons peu. Nos déplacements à Berkeley nous imposent deux voitures. Et les prix élevés dans les restaurants nous dissuadent d'y aller avec des amis, sauf en de rares occasions et en petit comité. Bien entendu, ce récit personnel est anecdotique, et une part de notre expérience heureuse en Thaïlande pourrait bien être attribuée à la chance. Néanmoins, nous avons vu de manière éclatante dans ce pays ce que l'écophilosophe E.F. Schumacher a appris en Birmanie (à présent le Myanmar) un demi-siècle plus tôt : la beauté réside dans la frugalité. Le moins est le plus. Le bonheur se trouve au plus proche des nécessités de la vie, non dans l'inutile complexité et l'absurde multiplicité des choix.

* NdE : L'auteur écrit «*Americans*», mais pour la traduction, nous avons préféré, avec son accord, choisir le terme «États-Uniens», car si ce qui s'applique à ces derniers est généralement valable pour les Canadiens (en particulier pour ce qui est du mode de vie), il n'en va pas de même au Sud du Rio Grande jusqu'à la pointe de l'Amérique du Sud.

Je crois que ces leçons ont d'importantes conséquences politiques. Lorsque je me suis exprimé et que j'ai écrit au sujet de ce que je perceois comme mauvais dans l'exploitation du Tiers-Monde par les États-Unis, j'ai pu observer que des politiques plus saines pourraient nécessiter des restrictions dans l'actuel mode de vie prodigue de nombreux États-Uniens – particulièrement en ce qui concerne notre consommation de pétrole et de gaz. Suite à mon expérience en Thaïlande, je perceois bien plus clairement dans quelle mesure l'actuelle ingérence états-unienne dans les régions riches en pétrole de l'Azerbaïdjan, de l'Irak et même du Kirghizstan prend ses racines dans le malaise social provoqué par une opulence récurrente, non choisie, voire parfois non désirée. Comme Schumacher, j'éprouve la nécessité de rapporter cette perspective à des questions relatives à la spiritualité. Les États-Unis ont été et seront toujours un pays profondément spirituel. Cependant, cette spiritualité n'est pas partagée collectivement. Au contraire, le pays est à présent divisé plus qu'il n'est uni par des croyances religieuses fondamentalistes fortement implantées.

Pratiquement tous ceux et celles que Ronna et moi avons rencontrés dans le nord de la Thaïlande étaient bouddhistes. Néanmoins, les rares chrétiens et musulmans que nous avons fréquentés durant notre séjour partageaient une spiritualité commune avec la majorité. Cette spiritualité exprimait la façon de vivre des Thaïlandais. Les gens se montraient extraordinairement généreux ; nous avons reçu des présents même de personnes que nous ne connaissions pour ainsi dire pas. Les Thaïlandais nous ont paru relativement peu intéressés par la possession ou l'argent. Par exemple, lorsque deux femmes de ménage vinrent à ma demande nettoyer notre chambre, elles furent réticentes à accepter de l'argent : « *Mai ao ; mai ao !* » (« Nous n'en voulons pas ! »). Les Thaïlandais que nous avons eu l'occasion de connaître étaient comme les États-Uniens, dans le sens où ils recherchaient, de manière compétitive, la meilleure éducation possible pour leurs enfants. Cependant, pour eux-mêmes, ils semblaient bien plus enclins à apprécier la vie telle qu'ils la vivaient plutôt que concernés par leur ascension ou leur promotion sociales. Sans l'ombre d'un doute, c'était la conséquence de leur vie quotidienne dans une petite ville provinciale.

Suite à notre séjour à Phayao, je me suis demandé ce que pourrait m'apporter la vie dans une petite ville des États-Unis. Par hasard, à ce moment-là, grâce à une subvention venant de la Lannan Foundation, j'ai pu me familiariser pendant deux mois de l'année 2004 avec deux petites villes de l'ouest du Texas : Marfa et Fort Davis.³ Jusqu'à ce que

je vive cette expérience, le Texas m'avait toujours semblé quelque peu étranger, du fait que cet État a produit des Présidents et des politiques contre lesquels nous avons toujours voté, à Berkeley. Mais quel plaisir ce fut de trouver dans l'ouest du Texas, fondamentalement les mêmes vertus que nous avons, Ronna et moi, appréciées à Phayao : la simplicité, la générosité, l'amitié, la considération, et également la spiritualité – y compris parmi les gens qui n'étaient pas ceux que l'on appelle des croyants ou des pratiquants.

Les deux mois que j'ai passés au Texas ont contribué à me faire percevoir encore plus clairement le fossé qui existe entre le peuple des États-Unis et leurs dirigeants. Durant cette même période, on apprit que le gouvernement américain avait autorisé la pratique de la torture, des détentions arbitraires, des écoutes illégales, ainsi que la destruction punitive de villes irakiennes comme Falloujah. Mon désespoir au sujet de ce pays a cependant cédé devant la confiance, motivée par le fait que la guerre en Irak, impliquant les horreurs qui l'ont accompagnée ailleurs, deviendrait de plus en plus impopulaire. Mon expérience au Texas a renforcé ma vision d'un pays des plus sains au niveau des communautés locales, mais culturellement sous-développé et divisé, donc vulnérable face aux intérêts particuliers aux plus hauts niveaux de l'État.

Les États-Unis n'ont pas encore complètement pansé les plaies provoquées par les divisions qui apparurent lors de la Guerre Civile. Les efforts nécessaires pour dépasser ces divisions – illustrés par le mouvement des droits civiques durant les années 1960, par exemple – ont été suivis par des égarements dans des oppositions hostiles et refermées sur elles-mêmes, comme le montre par exemple le fossé constaté entre les États bleus et rouges* lors des élections de 2000 et de 2004. Aux États-Unis, l'Histoire de la Reconstruction et de la ségrégation devrait nous rappeler que de tels progrès et de telles régressions ont déjà eu lieu par le passé.

Ces divisions n'ont cependant pas débuté avec la Guerre Civile. Dans une brillante étude, l'historien Michael Lind a analysé les racines, datant de l'Ancien Monde, des diverses cultures politiques au sein des États fédérés du Nord et du Sud des États-Unis. En particulier, il perçoit George W. Bush comme le produit d'une culture sudiste de domination par la violence, à l'opposé de la culture majoritaire (également perceptible au Texas)

* NdE : La «couleur» de l'État indique quel parti a obtenu la majorité des suffrages exprimés ; le bleu étant attribué aux Démocrates et le rouge aux Républicains.

d'égalitarisme et de méritocratie.⁴ Lind fait observer à quel point le Nord commerçant des États-Unis fut traditionnellement internationaliste, tandis que le Sud militariste favorisait l'expansionnisme unilatéral.⁵ « Depuis les premiers temps de la République américaine », ajoute-t-il, « les Sudistes blancs ont été surreprésentés dans les forces armées, au regard de leur proportion dans la population des États-Unis – et largement sous-représentés parmi les membres du service diplomatique, qui constitua jusqu'à récemment un bastion des patriciens du Nord-Est. Ainsi, la ligne Mason-Dixon* pourrait être tracée entre le fleuve Potomac qui sépare le Pentagone et le Département d'État ».⁶

Lind note que, bien qu'il y ait eu des Présidents du Sud et des Présidents conservateurs, « George W. Bush est le premier conservateur venant du Sud à avoir été élu Président depuis James Knox Polk en 1844 ».⁷ Que ces deux Présidents aient initié des guerres expansionnistes pourrait sembler ne pas être une simple coïncidence. En effet, la guerre américano-mexicaine de 1846 présente des caractéristiques similaires avec les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak menées en 2001 et en 2003. De la même façon, la guerre engagée par Polk fut de fait non provoquée, légitimée par des motifs douteux, critiquée comme constitutive d'un abus du pouvoir présidentiel, et à ce point perçue comme facteur de divisions majeur entre le Nord et le Sud qu'elle provoqua une crise politique aux États-Unis.⁸

Ces divisions culturelles sont pérennes mais pas insurmontables. Au contraire, comme l'historien Garry Wills l'a rappelé, l'Histoire des États-Unis raconte précisément la construction d'une nation sur les bases de communautés radicalement disparates. Il n'y a rien dans cette histoire qui puisse nous faire désespérer de progrès à venir : « Notre État n'est pas seulement la plus ancienne démocratie du monde, mais aussi l'un des rares gouvernements qui n'a pas été renversé suite à une révolution ou une conquête. Nous sommes l'incarnation de la réfutation de la théorie politique classique selon laquelle les démocraties sont par nature instables ».⁹

L'Histoire des États-Unis a été caractérisée, précisément, par des réponses créatives face à un pouvoir vertical oppressif. Le mouvement des droits civiques, à l'image du mouvement polonais Solidarité, a démontré que l'oppression et la privation sont toujours susceptibles de provoquer l'envie du peuple de se libérer, y compris dans les conditions modernes de

* NdE : Depuis la fin de la guerre d'Indépendance américaine, la ligne Mason-Dixon était la ligne de démarcation entre les États abolitionnistes du Nord et les États esclavagistes du Sud jusqu'au Compromis du Missouri voté en 1820 qui déplace la limite au nord (frontière du Missouri) pour les territoires de l'ancienne Louisiane française achetés en 1803.

surveillance et de contrôle de la population par le gouvernement. Le grand visionnaire états-unien Walt Whitman a écrit : «Le terme ‘démocratie’ est un grand mot dont l’histoire [...] demeure non écrite parce que l’Histoire doit encore être jouée». ¹⁰ Aujourd’hui, nous pouvons même nous demander si le prochain chapitre de l’Histoire non écrite de la démocratie sera rédigé aux États-Unis. Notre époque est clairement anormale, et en pleine effervescence. La question est de savoir si un état de désespoir, lorsqu’il est partagé par un assez grand nombre, peut devenir source d’espoir.

La réponse à cette question nous concerne tous, et elle se situe au-delà de la politique. Nous devons nous confronter à la crise qu’engendrent les profondes divisions culturelles et la société civile atomisée des États-Unis. Le processus politique actuel, qui fonctionnait à une certaine époque par la constitution de coalitions, tend à présent à avoir l’effet inverse, à savoir de nous diviser : États rouges contre États bleus, campagnes contre villes, croyants contre athées, ceux que l’on appelle les «Blancs ethniques» (un terme auquel je n’adhère pas) contre les autres.

Pourquoi existe-t-il aujourd’hui un tel fossé entre les valeurs des citoyens ordinaires dans tout le pays, et ceux qui nous contrôlent ?¹¹ Une réponse évidente, que j’évoquerai dans l’introduction, est l’écart qui s’accroît rapidement aux États-Unis entre les plus riches et les plus pauvres, avec au milieu une classe moyenne, le cœur de toute démocratie publique, qui perd également du terrain. Au sommet de l’échelle sociale, le quintile des citoyens les plus riches gagne 11 fois plus d’argent que ceux qui composent le cinquième le plus pauvre de la société, contre 4,3 fois plus au Japon et 7,1 fois plus au Canada ou en France.¹² Ainsi, les États-Unis, qui historiquement ont prospéré parce que les classes sociales y étaient moins marquées qu’en Europe, ont à présent surpassé le ‘Monde Ancien’ en ce qui concerne les disparités salariales.

Cependant, un autre problème affecte les États-Unis : notre société prétendument ouverte est en fait partiellement dirigée par des forces profondément implantées que la plupart d’entre nous ne perçoivent pas clairement, surtout en matière de politique étrangère. Cette faiblesse de la société civile au niveau fédéral permet à des intérêts particuliers de dicter les politiques à mettre en œuvre. C’est d’autant plus vrai concernant la politique étrangère, dont une partie de plus en plus substantielle est conduite par des bureaucraties secrètes au sein de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et du Pentagone, affranchies du contrôle de l’État public censé assurer l’équilibre des pouvoirs. Dans ce livre, j’utilise l’expression

«État profond» (empruntée à des analystes turcs) pour désigner cette partie de l'État dirigée par des processus verticaux et occultes de prise de décisions politiques, des décisions souvent implémentées par de petits groupes d'individus.

À la fin de ce livre, j'esquisse des moyens qui peuvent nous permettre de répondre aux problèmes posés par l'État profond. Cependant, nous devons tout d'abord les analyser. Les chapitres 1 à 5 explorent cet enchaînement plus ou moins continu d'intrusions non autorisées et souvent illégales dans le processus politique public. Nous parlerons alors d'individus et de clans dont le pouvoir provient non pas de la Constitution mais de leur proximité avec le monde de l'argent et le pouvoir privé. Dans les chapitres 6 à 8, je parle d'al-Qaïda : le chapitre 6 examine les origines d'al-Qaïda à travers l'opération Cyclone que la CIA mena durant les années 1980, et qui permit le recrutement, l'entraînement et l'armement des «Arabes afghans» afin de combattre en Afghanistan et plus au nord. Le chapitre 7 s'intéresse au financement par le gouvernement américain du recrutement, aux États-Unis mêmes, des membres de ce qui est devenu al-Qaïda. Le chapitre 8 examine le cas d'Ali Mohamed, un agent double égyptien qui forma des recrues pour perpétrer les actions terroristes d'al-Qaïda alors qu'il était encore payé par l'armée US [et plus tard par le FBI]. Le chapitre 9 étudie la relation entre des agents opérationnels d'al-Qaïda et des agents états-unis dans les régions riches en pétrole et en gaz telles que l'Azerbaïdjan et le Kosovo.

Dans les chapitres 10 à 13, je traite de l'Histoire de la pensée stratégique des États-Unis concernant les réserves pétrolières globales et également de ce que l'on nomme de manière trompeuse le programme de 'Continuité du Gouvernement' (la COG),* et qui fut partiellement mis en œuvre le 11 septembre 2001. Dans les chapitres 11 et 12, j'examine un aspect important du 11-Septembre : les actions de Cheney ce matin-là et sa mise en application de la COG. À cause des représentations erronées et inexacts qui ont été faites de ses actions dans le *Rapport de la Commission d'enquête*, j'en conclus qu'une audition sous serment de l'ancien Vice-président doit absolument être organisée.

* Note des Traducteurs : En anglais, «*Continuity Of Government*» ; la COG est censée être la réponse planifiée aux situations de crises majeures, sur laquelle Dick Cheney et Donald Rumsfeld ont travaillé avec Oliver North au cours des années 1980. (Voir également la définition dans le Glossaire en fin d'ouvrage).

Dans la conclusion, je suggère des manières de contribuer à restaurer et à faire avancer les États-Unis que nous connaissions auparavant. J'ai conservé la foi qui m'a amené à émigrer vers ce pays en 1961 : selon moi, l'Histoire de l'espèce humaine est fondée sur une connaissance de soi qui croît lentement et, de ce fait, il existe une lente – douloureusement lente – évolution vers une plus grande ouverture et une compréhension mutuelle de ce qu'est la diversité dans la société et dans la politique. En dépit de leurs erreurs flagrantes, les États-Unis furent un temps à l'avant-garde de cette évolution. Il est moins probable que ce pays continue d'être un leader dans ce processus évolutif. Néanmoins, je crois que les valeurs des États-Unis méritent encore que nous luttons pour les défendre, avec toute l'énergie dont nous sommes capables. Et alors que ce livre part à l'impression, je vois plus de raisons de croire en l'avenir des États-Unis que durant les sombres semaines qui précédèrent la guerre en Irak.

En 2008, après la parution de ce livre, les États-Unis élurent un Président démocrate dont la campagne électorale promettait le changement. Mais au regard du projet états-unien de domination globale décrit dans ce livre, le seul changement notable fut de passer d'une escalade du conflit en Irak à une escalade en Afghanistan, accompagnée d'une intensification des raids et des attaques de drones au Pakistan, au Yémen et probablement dans d'autres pays.

L'impopularité croissante de ces guerres dans l'opinion publique américaine n'a pas réussi à forcer le pouvoir politique à Washington à remettre en cause sa propension à faire la guerre. Au contraire, un dossier sur «L'Amérique top secrète» paru récemment dans le *Washington Post*, révèle que la machine de guerre US est à présent hors de contrôle, poursuivant sa route d'un pas assuré vers l'expansionnisme et la privatisation des profits, phénomène que ni le Congrès, ni le peuple états-unien, n'ont la pouvoir de contenir, et encore moins de réduire.

Ce problème états-unien est aussi un problème mondial. La soi-disant «guerre contre la terreur», en réalité une campagne US visant la prise de contrôle des ressources pétrolières et minières d'Asie centrale, a clairement contribué à créer ou accroître des tensions avec les puissances régionales, mais aussi avec la Chine et la Russie.

Il semble évident, pour les observateurs extérieurs avisés, que la recherche d'ordre et de sécurité états-unienne produit exactement le contraire de son objectif initial, un désordre et une insécurité accrus.

Mais cette perception des événements n'aura de poids et ne produira de changements que si elle est assez répandue pour se transformer ensuite en pouvoir politique effectif.

Pour cette raison, je me réjouis de voir mon livre traduit en français. Ceux qui aux États-Unis comprennent la folie que représente le projet de domination globale de leur pays sont condamnés à rester une minorité, submergés par le brouhaha des médias de masse. Il faut donc espérer que cette minorité états-unienne devienne partie intégrante d'une majorité mondiale, alors que le monde réalise que les affaires des États-Unis concernent tout autant le reste de la planète, et que les erreurs des États-Unis engendrent des problèmes que le monde entier se doit d'appréhender.

Je continue de croire qu'un jour le peuple états-unien fera en sorte de contenir les ambitions bellicistes de son gouvernement, comme ce fut le cas pour le Vietnam. Mais pour cela, le peuple américain a besoin d'un soutien venant d'ailleurs, en particulier d'Europe, dont les pays sont les plus impliqués dans le projet de domination états-unien, et qui ont aussi le plus à gagner d'un désengagement. La France, avec près de 2 900 soldats en Afghanistan, et 800 de plus dans la région, a déjà rompu avec les plans états-uniens par le passé : j'attends de la France qu'elle renoue avec ce type de leadership.

La première étape afin de sortir de cette catastrophique marche vers le nouveau désordre mondial est de comprendre comment nous sommes arrivés à un tel désastre. J'espère que ce livre contribuera à cette compréhension. Avec l'aide de ceux qui chérissent la paix et la justice, puissent les États-Unis retrouver le respect dont ils jouissaient autrefois dans le reste du monde.

Peter Dale Scott,
août 2010.

INTRODUCTION

La richesse, l'Empire, les factions et l'État public

« J'espère que nous parviendrons à détruire à sa source l'aristocratie de nos entreprises financières qui ose maintenant attaquer notre gouvernement dans une épreuve de force, et tente de défier les lois de notre pays. »

Thomas Jefferson, 1816

« Nous considérons comme le devoir premier du peuple de libérer le gouvernement du contrôle de l'argent. »

Theodore Roosevelt, 1912

« La vérité [...], comme vous et moi le savons, est qu'une composante financière s'est emparée du gouvernement depuis l'époque d'Andrew Jackson. »

Lettre de Franklin D. Roosevelt au colonel E.M. House, 1933

LA CONCENTRATION DE LA RICHESSE AUX DÉPENS DE L'ÉTAT

À travers ce livre, je vais tenter d'expliquer les paradoxes qui désespèrent la plupart des Américains que j'ai rencontrés au cours de ces dernières années. Qu'ils vivent à Berkeley, en Nouvelle-Angleterre, ou dans l'ouest du Texas, ces gens se demandent pourquoi les États-Unis se sont lancés délibérément – et apparemment de manière inévitable – dans une guerre contre l'Irak qui a très peu de soutien au niveau national. Ils se demandent pourquoi tant de processus gouvernementaux transparents ont été remplacés par des décisions secrètes aux plus hauts niveaux. Ils se demandent pourquoi notre pays, qui ne se connaît aujourd'hui aucun ennemi majeur, augmente son budget de défense plus rapidement que jamais auparavant.

La réponse type souvent donnée pour expliquer ces changements consiste à évoquer les attentats terroristes du 11-Septembre. Néanmoins, les pressions ayant provoqué ces changements se sont multipliées bien avant cette date. Plus troublant encore, certains de ceux qui avaient effectué du lobbying pour une « révolution dans les affaires militaires » impliquant de nouveaux budgets colossaux, et recommandé une action

militaire en Irak, avaient déclaré avant 2001 que de tels changements ne pourraient avoir lieu sans «un événement catastrophique et catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor.»¹ Depuis les attentats du 11-Septembre, des membres prééminents de l'administration Bush ont parlé de cette tragédie comme d'une «grande opportunité» (Président Bush) ou comme «le genre d'opportunités qu'a offert la seconde guerre mondiale, celle de remodeler le monde»,² selon les termes de Donald Rumsfeld.

J'ai écrit ce livre dans l'optique de contextualiser le 11-Septembre. D'une certaine manière, ce fut un événement sans précédent qui menace de propulser les États-Unis bien au-delà de l'époque des politiques publiques, vers une ère dans laquelle le pouvoir, plus que jamais s'exerce depuis le sommet vers la base. Dans le même temps, le 11-Septembre doit être envisagé comme le point culminant d'un mécanisme à l'œuvre depuis un demi-siècle conduisant à des décisions prises en secret par de petites coalitions, à la militarisation du maintien de l'ordre, à des plans prévoyant la séquestration des dissidents, ainsi qu'à des opérations, des transactions et des actifs gouvernementaux échappant au contrôle de nos représentants, et enfin à la gouvernance par ceux qui financent les partis politiques plutôt que par ceux qui s'y impliquent.

Pour l'essentiel, je partage l'avis du commentateur politique Kevin Phillips selon lequel une réponse majeure à ces questions, (même si elle est incomplète ou insuffisamment débattue), dépasse le cadre de la politique, à savoir: les «connexions [...] entre un gouvernement gangrené, des politiques corrompus, la vénalité des entreprises, et l'accumulation de richesses sans précédent depuis deux décennies».³ La domination qu'exercent les intérêts privés sur l'État n'est pas une nouveauté aux États-Unis, ainsi que l'exergue en début de ce chapitre le laisse clairement entendre. Cependant, la nouveauté depuis la seconde guerre mondiale réside dans l'expansion secrète et l'articulation de ce pouvoir vertical *au sein même* du gouvernement. En particulier, le Bureau de Coordination Politique (OPC pour *Office of Policy Coordination*), un groupe dissimulé aux yeux du public, fut secrètement créé en juin 1948, et initialement influencé par une petite élite de Wall Street issue du Bureau des Services Stratégiques (OSS pour *Office of Strategic Services*). L'intrusion secrète des gens de Wall Street et de leurs vues dans les politiques secrètes menées par les États-Unis justifie que l'on parle de «supramonde» («*overworld*») dans ce pays: un monde constitué de cercles opulents et privilégiés, hors des institutions, et dans lequel l'influence du pouvoir privé sur le gouvernement s'exerce avec une grande efficacité.